



AFRIQUE

BURUNDI | MÉDIAS

Publié le 06-05-2014 • Modifié le 07-05-2014 à 14:14

Assises des médias au Burundi: «Ni griots, ni opposition systématique»

par Sonia Rolley (/auteur/sonia-rolley/)



Les Assises des médias au Burundi.

© RFI

 Burundi (/pays/burundi/)

Les premières Assises nationales des médias du Burundi se sont ouvertes à Gitega. Des Assises organisées par l'association burundaise des radiodiffuseurs, l'ABR qui regroupe des médias publics comme privés. Il s'agit d'une rencontre entre la profession et d'autres acteurs, comme le gouvernement, le Parlement, et la société civile, dans un pays où les relations entre les journalistes, notamment de la presse privée et le gouvernement sont en dent de scie ces dernières années.

« *Ni griots, ni opposition systématique* ». C'est ainsi que le président de l'association burundaise des radiodiffuseurs a présenté la fonction de journaliste dans son discours d'inauguration. Sept mois se sont écoulés depuis l'audit des médias par les médias qui avait fait un état des lieux de la profession dans le pays et des défis qu'elle rencontrait. Le ministre de la Communication était là, lui aussi. Même si le gouvernement n'est pas impliqué dans l'organisation, c'est lui qui a formellement ouvert ces assises. « *Il faut que la presse sache aussi assumer les erreurs commises et les corriger* », a-t-il expliqué, rappelant que le Burundi était dans un contexte pré-électoral. Le ministre a conclu son allocution par un : « *Vive la liberté de la presse exercée avec responsabilité !* »

Le monde rural délaissé par les médias

1 Dans les différents ateliers qui ont rythmé la journée, il a surtout été question d'assurer des missions de service public, de rôle social des médias, voire de quatrième pouvoir. Mais aussi de comprendre comment mieux satisfaire le public. Pour cela, il faut d'abord le connaître. Parmi les propositions lancées lors des débats : faire une étude des audiences de chaque média. Qui suit quel

11/05/14 12:00

Assises des médias au Burundi: « Ni griots, ni opposition systématique... »
concentrer avant tout sur la politique et d'être focalisé sur les enjeux des villes au détriment des campagnes où vit pourtant 90 % de la population. Des médias qui sont aussi, ont souligné les Assises, limités par le manque de moyens. Trouver des sources alternatives de financement fait partie des thèmes majeurs de ce mardi.

L'un des principaux points d'achoppement, c'est la loi sur la presse adoptée en juin dernier...

06/05/2014 - par Sonia Rolley

Écouter

■ Vincent Nkeshimana: « Donner l'information pour éclairer le citoyen »

Vincent Nkeshimana, président de l'association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), revient sur les enjeux : répondre aux attentes de la population, trouver de nouvelles sources de financements et améliorer les relations entre pouvoir et médias.

RFI : Pourquoi était-ce important d'organiser ces Assises ?

Vincent Nkeshimana : C'était important pour nous, parce que c'est un premier pas d'un vaste chantier qu'on s'était assigné à la suite de la publication d'un audit des médias par les médias. C'est un audit qui nous a permis de dresser une cartographie des médias, des problèmes qu'ils rencontrent et des défis dans le plus ou moins long terme. Et donc, pour nous, c'était l'occasion de revenir sur notre mission en tant qu'acteurs des médias, évaluer nos contenus, évaluer nos rapports avec les autres acteurs sociaux et politiques pour renforcer les missions justement assignées aux médias et les attentes du public.

RFI : « Ni griots, ni opposition systématique ». C'est ce que vous avez dit dans votre discours d'inauguration et pourtant, le gouvernement reproche toujours à certains médias d'être trop proches de l'opposition. Comment trouver sa place ?

Le Burundi se relève d'une longue crise inter-ethnique. On a connu des dizaines de crises sociopolitiques, plus de 10 années de conflit armé. Maintenant, l'autorité publique est confrontée à de nombreux défis. Il y a forcément des choses que le gestionnaire de la République n'arrive pas à faire correctement. Et donc le problème, c'est que, dans leur travail, les médias critiquent et le gouvernement ne veut pas l'accepter pas. Alors, nous ne sommes pas des griots, nous n'allons pas chanter les louanges des princes qui nous gouvernent, mais simplement, nous allons donner l'information pour arriver à éclairer le citoyen, enfin de l'aider à faire des choix. Nous ne sommes pas non plus dans une démarche d'opposition systématique. Quand nous critiquons, ce n'est pas pour empêcher le gouvernement de faire son travail. Mais c'est simplement pour attirer l'attention sur les ratés qui sont inévitables parfois.

RFI : Parmi les points d'achoppement entre le pouvoir et les médias, il y a la loi sur les médias promulguée il y a un an et contre laquelle vous vous êtes battus. Certaines dispositions ont été invalidées par la Cour constitutionnelle. Est-ce que cela suffit ?

Nous saluons d'abord le fait qu'il y ait certains articles qui soient invalidés. Mais il y a encore bien des aspects qui gardent toute leur dangerosité, comme de devoir révéler les sources. Ce qui empêche pratiquement de faire son métier. Il y a plein de motions qui n'ont pas été invalidées, mais qui n'ont pas été définies non plus et qui laissent le champ libre à tous ceux qui voudraient poursuivre un journaliste.

RFI : Le Burundi a dégringolé ces dernières années dans le classement de Reporters sans frontières et pourtant il y a toujours une véritable liberté de ton. Comment expliquer ce paradoxe ?

Nous venons de loin, ça, il faut le dire. Parce qu'à un certain moment, les médias ont été taxés de médias de la haine. Il y a donc eu un travail du côté des médias, mais aussi, à l'époque, une certaine compréhension de la part de l'autorité. Ce qui a fait que, progressivement, les professionnels des médias se sont recentrés sur leur rôle. Maintenant, pourquoi est-ce que l'on dégringole aujourd'hui ? Il faut simplement se recadrer sur l'actualité. Il y a ce texte de loi, qui nous renvoie des années en arrière en faisant en sorte que le journaliste se retrouve avec une certaine peur permanente. Mais plus grave, ce texte est l'expression d'un climat. On se rend compte que les rapports changent entre l'administration à la base et les reporters. Vous allez recueillir des informations dans une région, vous y croisez un administrateur local qui va soupçonner le journaliste du média privé de vouloir saboter son action. Et rapidement, des jeunes sont mobilisés pour vous empêcher de travailler. Ça, c'est un mauvais signal, quand même. Et puis il y a ce problème d'accès des acteurs sociopolitiques aux médias publics. Et enfin, je citerai ces poursuites intempestives contre des journalistes. Donc, tout ça concourt à ce que la note dégringole concernant les médias burundais.

Assises des médias au Burundi. « N'oubliez pas, en opposition sys... » <http://www.rfi.fr/>
RFI: Justement, vous parlez de déplacements en province. L'une des autocritiques que vous faites, c'est justement de dire que les médias burundais se focalisent trop sur ce qui se passe dans la capitale et pas dans les campagnes, alors que la très grande majorité de la population vit en milieu rural. Comment y remédier ?

C'est vrai, mais poser cette question revient aussi à questionner les moyens financiers et techniques dont disposent les médias. La publicité seule ne peut pas nous permettre de fonctionner. On compte beaucoup sur des appuis extérieurs. Et ce sont ces sources de financement extérieur qui nous permettent d'aller vers le citoyen. Ça, ça coûte cher. Et les Assises vont également plancher là-dessus pour montrer à tout le monde que la production de contenu informatif a un coût dont les consommateurs de l'information n'ont pas conscience.

Watch iPlayer Outside UK

 tellypass.com

Watch British TV from anywhere in the world.
4oD, iplayer, itv, skygo



